LOUISA HANOUNE EN MEETING À ALGER :

«L'Algérie est un bateau ivre»

Sortie publique réussie pour Louisa Hanoune. A l'heure où elle fait l'objet d'attaques multiples nées de ses dernières prises de position, la pasionaria du monde politique algérien a enflammé le public lors d'un meeting animé hier au cinéma Sierra Maestra de Sidi M'hamed. Le moment est venu, dit-elle, de passer à l'offensive pour sauver l'Algérie qui «ressemble aujourd'hui à un bateau ivre».

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'assistance est suspendue à ses lèvres. Chaque mot qui sort provoque un hochement de tête, signe de consentement, des applaudissements ou des flottements d'un drapeau national qui recouvre tel un drap cinq dames âgées assises au premier rang de la salle.

Une salle pleine où se mêlent, sans détonner, des jeunes, des femmes et des hommes mûrs. Ils sont tous militants ou sympathisants du parti d'«El-Fehla» comme aime à la dénommer ce jeune d'El-Harrach. Il explique sa présence : «J'étais chômeur, on m'a conseillé d'aller la voir, je vous assure qu'elle m'a reçu et elle a tout fait pour me trouver un travail. Aujourd'hui, je suis actif. Elle ne rejette personne et s'échine à trouver une solution aux problèmes qu'on lui pose. Elle fait tout pour aider les gens.»

Un de ses amis poursuit : «On aime son franc-parler, elle dit ce que nous ne pouvons pas dire aux gens du pouvoir, elle est dans le vrai.» Parmi le public, on note la présence de Khalida Toumi et Zohra Drif. Des citoyens défilent pour avoir l'honneur d'embrasser ou de saluer la moudjahida. Certains veulent immortaliser le moment en prenant des photos. Egalement présents, des responsables de la garde communale et des syndicalistes.

Vers 11h, Louisa fait son entrée sous un tonnerre d'applaudissements et de youyous. Elle entre dans le vif du sujet sans trop attendre. «Nous sommes en état d'alerte maximum car l'Algérie est entrée dans une zone de très haute turbulence. Pour cette raison, nous avons décidé de sortir sur le terrain, de multiplier le travail de proximité et les activités populaires.» Le silence est total. Tous écoutent. L'oratrice est en verve. Elle explique que dans le pays, la ligne de démarcation n'est plus ce qu'elle était auparavant.

Elle n'est plus «idéologique», dit-elle, mais «patriotique». Elle martèle : «La situation est très dangereuse et ces dangers sont davantage internes qu'externes.» La crise pétrolière, l'austérité, la loi de finances 2016, la déliquescence des institutions «qui ont ouvert une guerre contre tous les Algériens» et surtout la «présence des néo-harkis, de cette maffia qui veut s'emparer du pouvoir menacent l'Algérie.»

«On nous demande de nous taire parce que le prix du pétrole est en chute libre et que nous sommes en crise mais nous ne nous tairons pas car il y a des solutions et de l'argent qui ne va malheureusement pas dans la poche des travailleurs.» Elle marque un court instant de silence, parcourt la salle du regard puis raconte : «Je me suis rendue dans un marché ce week-end. Avec stupeur, j'ai appris que les augmentations des prix des légumes ont atteint les 60%, parfois 100%. Même l'Égypte et la Tunisie n'ont pas connu cette situation lors des moments qui ont précédé la chute de Moubarak et de Ben Ali (…) Nous ne nous tairons pas.» La salle réagit, applaudissements fournis.

Louisa Hanoune insiste sur cette colère populaire qui commence à se faire ressentir «non pas à cause du Parti des travailleurs, mais en raison de cette loi de finances (…)» Allusion aux attaques dont elle fait l'objet depuis un moment. L'assistance se lève et scande le nom de Louisa. Très vite, elle revient au sujet, à la «maffia qui utilise son poste pour mener des campagnes, provoquer parce que nous avons dit la vérité au peuple.

C'est cette maffia qui a ouvert la porte de l'enfer aux Algériens». Elle met l'accent sur ce «pouvoir parallèle qui gouverne et qui veut actuellement s'emparer de tout ce qui reste et transférer ces biens à l'étranger, ce sont nos biens».

La foule s'enflamme carrément et il faudra à l'oratrice un moment avant de pouvoir poursuivre. Cette fois, elle s'attaque à Haddad, le président de FCE, qui a récemment «demandé un prêt de 1 milliard 600 millions de dollars à la Banque d'Algérie. Comment oser faire cela en ce moment d'austérité ? Cet argent appartient aux Algériens». Lorsqu'elle pose la question de savoir si «nous devons nous taire devant de telles dérives», elle déclenche à nouveau l'assistance qui jure de ne pas «laisser faire cette maffia».

«Oui, c'est un pouvoir parallèle et en voici une preuve.» Elle explique : il y a quelques jours, le Conseil des ministres a publié en début de matinée un communiqué annonçant l'adoption du texte portant sur la révision constitutionnelle dans son intégralité, c'est-à-dire sans aucune modification.

Le soir même, une dépêche de l'APS, l'agence officielle algérienne, annonce à son tour qu'une source autorisée à la présidence indique qu'il y a eu modification de l'article 51 concernant la candidature à la présidence des binationaux.

«Qui est cette source qui parle au nom de la présidence ? Il existe donc bien un Conseil des ministres officiel qui agit le jour, et un autre qui agit dans l'ombre, la nuit. Quelle image hideuse renvoyons-nous à l'étranger…»

La responsable du PT maintient son point de vue. Si le Président Bouteflika était informé de tous ces faits, il aurait inversé les équilibres, affirme-t-elle. «Les responsables de cette situation doivent rendre des comptes à présent. Nous avons décidé de laver notre honneur (…)». La foule est surchauffée. Toute la salle est debout : «A bas la maffia !»

A. C.

SA DATE SERA FIXÉE CE JEUDI

L'opposition prépare un Mazafran II

Les partis de l'opposition réunis au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) se réuniront ce jeudi au siège du parti El Islah, à Alger. A l'ordre du jour : fixer la date de leur prochaine conférence nationale, le Mazafran II.

Photo : Samir Sid

Les partis de l'opposition vont se réunir pour décider du second sommet.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Prévue initialement pour hier, les partis de l'opposition ont finalement reporté leur réunion à jeudi prochain. C'est ce qu'a indiqué hier Filali Ghouini, le SG d'El Islah, qui devait abriter cette réunion en son siège.

Les membres de l'Icso vont fixer la date du prochain sommet de l'opposition, le Mazafran II, après celui tenu le 10 juin 2014. «Les partis de l'Icso vont se réunir au siège d'El Islah, jeudi prochain, pour décider du second sommet de l'opposition», a déclaré, hier, le SG du parti lors d'une conférence de presse.

Pour rappel, l'acte II de la conférence de Zeralda devait se tenir avant la fin de 2015 avant qu'il ne soit reporté pour ce début de l'année.

Par ailleurs, évoquant le projet de la nouvelle Constitution, le SG d'El Islah estime que le pouvoir a échoué de réaliser une réforme politique profonde comme cela a été promis. L'opposition, dit-il, n'a pas été consultée et «aujourd'hui, on veut la faire participer avec effet rétroactif pour enrichir ce projet en demandant notre avis sur l'officialisation de la langue amazighe ou la limitation de mandat». Or, dit-il, ce projet est loin de répondre à la demande de l'opposion qui consiste à aller vers un consensus national.

«Ce projet est venu pour sortir le pouvoir de sa crise interne entre deux clans qui, en raison de leur incapacité de trouver une issue, ont présenté ce projet à sens unique de post-Bouteflika», estime-t-il.

D'ailleurs, Ghouini ne présage pas une longue vie à la nouvelle Constitution, puisque, argumente-t-il, c'est une Constitution de conjoncture et non d'Etat.

Le Président, poursuit-il, n'a respecté aucun des engagements tenus lors du fameux discours du 11 avril 2011. «Nous sommes en face d'un blocus qu'ils ne peuvent plus cacher», dit l'intervenant.

Il s'interroge également sur le choix de son adoption par voie référendaire. Selon lui, l'assemblée «ne bénéficie d'aucune crédibilité, 18 millions d'Algériens ne sont pas représentés au sein de ce Parlement de minorité et qui veut être représentatif des 38 millions d'Algériens».

Ghouini appelle cependant le pouvoir à consulter l'opposition afin de trouver une solution et aller vers un dialogue consensuel pour tracer une feuille de route commune «avant qu'il ne soit trop tard».

Le SG d'El Islah n'a pas manqué de tirer aussi sur la loi de finances de 2016. Selon lui, ce n'est pas aux Algériens de payer la mauvaise gestion du gouvernement. «Ce gouvernement a échoué à réaliser un saut économique et refuse depuis deux ans d'aller présenter son bilan au Parlement, ce gouvernement doit quitter le pouvoir mais avant, il doit être jugé», a indiqué l'homme politique, qui est quasi sûr que le pouvoir ne va pas tarder à présenter la loi de finances complémentaire pour 2016.

«Nous ne pouvons pas échapper à une LFC 2016, pour imposer de nouvelles taxes aux Algériens, parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives», prévoit-il.

S. A.